

GREENPEACE



Greenpeace Member n° 03/24

Débat
Changer le
système, oui mais
comment?

p. 31

Change

Engagement
Faire avancer
le changement

p. 26

Halte à la déforestation!

Notre conseil pour une sortie en famille: à partir du 6 octobre, le film «Sauvages», une réflexion animée sur les conséquences de la destruction de la forêt tropicale de Bornéo, sera projeté dans les cinémas de Suisse romande. Infos et dates:



greenpeace.ch/fr/
magazine/sauvages

Éditorial

Vous vous souvenez peut-être de notre numéro d'il y a deux ans autour du thème de la crise: il était consacré à l'état critique dans lequel se trouvait alors notre monde. Nous nous demandions pourquoi rien n'était fait pour remédier au désastre. Environ 730 jours plus tard, il me semble que la crise s'est encore aggravée. Les médias nous parlent d'inondations, de glissements de terrain, de canicules, mais aussi de famines, de conflits et de souffrances sans fin. Une question se pose: est-il trop tard pour changer de cap?

La réponse est «non», du moins pas encore. Mais il faut que les choses changent, de toute urgence et partout. Dans ce numéro, trois personnes engagées nous décrivent à quoi pourrait ressembler le changement radical qu'elles appellent de leurs vœux (p. 16). Nous abordons aussi la question de la croissance, qui n'est pas forcément indispensable dans un monde en mutation (p. 31). Et, fidèles à la fibre Greenpeace, nous vous invitons bien entendu à prendre part à ce changement (p. 26). De plus, nous rendons hommage aux Aînées pour le climat, dont le courage a rendu possible un arrêt historique de la Cour européenne des droits de l'homme (p. 8).

Let's make a change!

Danielle Müller
Responsable de la rédaction

Sommaire

Changement



Dossier

Réflexion autour du changement et portraits de trois personnes qui luttent pour faire bouger les choses.

p. 16

Infographie

Les conteneurs maritimes et leur impact écologique

p. 28

International

Un arrêt qui marquera l'histoire

p. 8

IMPRESSUM GREENPEACE MEMBER 3/2024

Éditeur/adresse de la rédaction:
Greenpeace Suisse
Badenerstrasse 171
8036 Zurich
Téléphone 044 447 41 41
redaction@greenpeace.ch
greenpeace.ch

Équipe de rédaction:
Danielle Müller (responsable),
Franziska Neugebauer
(iconographie)
Relecture/fact-checking:
Marco Morgenthaler, Marc
Rüegger, Danielle Lerch Süess
Traduction en français: Karin Vogt
Textes: Elisabeth Joris, Jara
Petersen, Christian Schmidt
Photos: Shervine Nafissi
Illustrations: Jörn Kaspuhl,
Kleon Medugorac, Raffinerie,
Paula Troxler, Janine Wiget
Graphisme: Raffinerie
Lithographie: Marjeta Morinc
Impression: Stämpfli SA, Berne

Papier couverture et intérieur:
100 % recyclé
Tirage: 70 000 en allemand,
13 000 en français
Parution: quatre fois par an

Le magazine Greenpeace est adressé à l'ensemble des adhérent-es (cotisation annuelle à partir de 84 francs). Il peut refléter des opinions qui divergent des positions officielles de Greenpeace.

Avez-vous changé d'adresse? Prévoyez-vous un déménagement? Prière de nous annoncer les changements:
suisse@greenpeace.org ou
044 447 41 41

Dons:
CH07 0900 0000 8000 6222 8
Dons en ligne:
greenpeace.ch/dons

Action	4
Progrès	5
Actuel	6
Fait & chiffres	7
International	8
Décryptage	15
Dossier	16
Engagement	26
Infographie	28
Do it yourself	30
Débat	31
Mes volontés écologiques	33
Énigme	34
Le mot de la fin	35
Spotlight	36



Une statue de 4 mètres représentant l'allégorie de la Justice gît écrasée sur le perron du ministère des Transports allemand. Une action menée par des militant·es Greenpeace pour revendiquer une politique des transports plus respectueuse du climat, en conformité avec les droits fondamentaux.

Berlin, 15 juillet 2024

Photo: © Verena Brühning / Greenpeace



Sur Internet

À IJmuiden, aux Pays-Bas, l'entreprise indienne Tata Steel exploite l'une des aciéries les plus polluantes d'Europe. L'installation rejette quotidiennement des nuages chargés de substances cancérigènes, menaçant la santé de la population. Celle-ci est sujette à un risque de cancer du poumon 50 % plus élevé que dans le reste du pays. C'est pourquoi Greenpeace Pays-Bas a lancé le site web spotdegifwolk.nl, une plateforme qui permet à toute personne de signaler les nuages toxiques observés et d'informer les autorités environnementales. Jusqu'ici, un millier de signalements enregistrés se sont soldés par six amendes infligées à l'entreprise sidérurgique. L'objectif de Greenpeace Pays-Bas est d'obtenir quinze amendes, après quoi l'usine se verra retirer son autorisation de production.

*Une telle installation
doit être
fermée
pour des
raisons
de santé*

Photo: © Marten van Dijk / Greenpeace

Dans la rue

La Conférence européenne sur le gaz est la réunion annuelle des grands producteurs d'énergies fossiles. L'édition 2024 aurait dû se tenir à Vienne du 26 au 28 mars. Un calendrier déjoué par les protestations qu'avait annoncées le mouvement pour le climat en compagnie de Greenpeace. L'événement a été reporté sine die. «Les organisateurs de la Conférence européenne sur le gaz doivent comprendre que les énergies fossiles n'ont pas d'avenir et ne sont pas soutenues par la population», commente Marc Dengler, spécialiste du climat et de l'énergie chez Greenpeace Autriche. L'an dernier, des milliers de personnes avaient déjà organisé des actions, des blocages et une manifestation contre cette conférence dont Greenpeace demande l'annulation définitive.

Au tribunal

Ce printemps, la Cour suprême du Brésil a statué que le gouvernement Bolsonaro avait encouragé la violation massive des droits sociaux et environnementaux en Amazonie. L'arrêt exige des mesures urgentes pour faire face à la crise environnementale, notamment le respect des objectifs climatiques et la limitation de la déforestation en Amazonie à un maximum de 3925 km² par an. C'est donc une issue encourageante pour la plainte déposée dès 2020 par Greenpeace Brésil en collaboration avec neuf autres organisations environnementales et des responsables politiques locaux. Selon Angela Barbarulo, directrice du département juridique de Greenpeace Brésil, «il s'agit là d'une obligation de l'État brésilien envers les générations actuelles et futures, qui ne devrait pas varier en fonction du gouvernement en place».

Photo: © Ken Schles / Greenpeace





Photos: ©Greenpeace

Vous avez dit TSCH-TSCH? Tss-tss...

Officiellement, les détaillants Coop et Migros veulent réduire leurs émissions à zéro net d'ici 2050 (c'est-à-dire dans vingt-six ans). Mais une analyse de Greenpeace Suisse montre qu'ils ne sont pas sur la bonne voie, car l'impact climatique des deux enseignes reste colossal: près d'un tiers de l'empreinte climatique totale de la Suisse est liée aux activités des deux groupes. Les aliments d'origine animale – viande, poisson, œufs et produits laitiers – sont les principaux responsables, générant 47% des émissions chez Coop et jusqu'à 43% pour Migros. Pour tenir leurs promesses, les deux leaders du marché pourraient réduire leur empreinte de près de la moitié en renonçant aux denrées animales dans leurs rayons, ou du moins en encourageant davantage les ventes d'alternatives végétales.

Mais est-ce qu'ils s'engagent dans ce sens? Bien au contraire: en été, les rues sont placardées de publicités pour

la viande de barbecue (TSCH-TSCH...) que les magasins proposent à prix cassés. Cela alors que les alternatives végétales bénéficient rarement de prix réduits.

Nous demandons à Migros et Coop d'adapter leur offre en proposant moins d'aliments d'origine animale et de promouvoir davantage les denrées végétales, conformément aux objectifs que les détaillants se sont eux-mêmes fixés.

En plus, la Confédération suisse mentionne la commercialisation de la viande à hauteur de 6 mio par an - Au effet économique dérisoire pour un impact écologique problématique.

Signer la pétition ici



greenpeace.ch/fr/magazine/tsch-tsch

Chère lectrice, cher lecteur, signez la pétition et imaginez vos propres actions! Tout ça est tellement absurde. On a une chance de changer de cap.

Lire l'étude



greenpeace.ch/fr/magazine/gestionnaires-d'actifs

Le profit avant la planète



Le 20 juin, des militant-es Greenpeace s'invitaient à la réunion annuelle de la plateforme Swiss Sustainable Finance, qui prétend représenter la finance durable. Leur objectif était de confronter l'audience à une étude récente de Greenpeace Suisse qui dénonce les insuffisances des banques et des assurances suisses en matière d'engagement pour le climat et l'environnement. Les gestionnaires d'actifs (UBS, Swisscanto, Axa, Blackrock et autres gestionnaires de fortune) investissent en effet des centaines de milliards de francs dans des entreprises polluantes du monde entier. Ils le font via des fonds de placement qui soutiennent notamment la production de pétrole ou la culture de fourrages au détriment des forêts pluviales. Les gestionnaires auraient pourtant la possibilité d'exiger des pratiques commerciales plus durables de la part des entreprises concernées.

Notre étude montre que les mesures volontaires n'ont pas vraiment d'impact et que le secteur financier n'assume pas suffisamment ses responsabilités. Il est temps d'obliger l'ensemble des acteurs du secteur financier à protéger le climat et la nature.

Il est important d'avoir de meilleures données sur les inégalités et les ressources environnementales, et un vrai débat sur le sujet. Mais il faut aussi réduire les produits de consommation et les rendre plus écologiques. Et y a une surproduction et une surconsommation.

Photo: © Miriam Künzli/Greenpeace

77,8 %

En 2023, les inégalités mondiales sont reparties à la hausse pour la première fois depuis vingt-cinq ans. En Suisse aussi, les disparités entre riches et pauvres sont importantes: la tranche des 10% les plus riches possède 77,8% de la fortune nette totale.

1,3 million de décès

En 2019, le 1% le plus riche de la population mondiale générait autant de rejets de carbone que les 5 milliards de personnes qui constituent les deux tiers les plus pauvres de l'humanité. Ce volume d'émissions considérable a causé 1,3 million de décès dans le contexte des canicules entre 2020 et 2023.

22 fois

Selon de nouvelles estimations pour 2030, la consommation du 1% le plus riche de la population mondiale provoquera des émissions plus de 22 fois supérieures au niveau compatible avec un réchauffement global limité à 1,5° C.

1 milliardaire

La majeure partie des émissions des super-riches est due à leurs investissements dans des industries polluantes. Une étude de 2022 portant sur les investissements de 125 milliardaires révélait qu'un seul (!) d'entre eux injectait son capital dans des énergies renouvelables.

Économies anéanties

Les émissions de carbone occasionnées par les super-riches affectent également les efforts visant à contenir la crise climatique. Chaque année, elles anéantissent les économies de carbone réalisées par près de 1 million d'éoliennes.

Sources: *Climate Equality: A planet for the 99%*, Oxfam, 2023; *Inequality Inc*, Oxfam, 2024.

HISTORIQUE



Photo: © Shervine Nafissi

HISTORIQUE

HISTORIQUE

International

* Affiche vue à une manifestation pour le climat: "Sans les Aînées pour le climat, la Suisse n'a pas d'avenir".

La Suisse ne fait pas assez d'efforts et consomme trop

Texte: Yvonne Anliker et Danielle Müller, Greenpeace Suisse

Après l'arrêt historique dans l'affaire portée par les Aînées pour le climat,^{*} on nous ressort deux arguments bien connus: «La Suisse en fait déjà assez en matière de climat», ou encore: «La Suisse est un petit pays, notre contribution ne changera rien.» Archifaux. La preuve dans cet article.

Il est vrai qu'avec des émissions intérieures d'environ 41 millions de tonnes de CO₂ par an, la Suisse ne génère que 1% des émissions mondiales, alors que les trois plus grands émetteurs que sont la Chine, les États-Unis et l'Inde sont responsables de la moitié des émissions dans le monde. Il est néanmoins faux de dire que la contribution de la Suisse à la réduction de la crise climatique est insignifiante. Car le tableau change dès que l'on prend en compte les rejets générés à l'étranger par la consommation suisse: nos quelque 13 tonnes de CO₂ par habitant classent notre pays au seizième rang mondial en termes d'émissions, derrière les États-Unis, mais bien avant la Chine ou l'Inde.

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) le rappelle dans son arrêt: chaque État a sa part de responsabilité dans la prise de mesures pour lutter contre le changement climatique. Selon la cour, aucun État ne peut se défausser sur d'autres pays. L'opportunisme n'est pas de mise, et tous les pays doivent réduire leurs émissions à zéro, qu'ils soient petits ou grands. Car si tout le monde vivait comme la Suisse, la terre se réchaufferait même de 3° C.

Dire que la Suisse en fait déjà assez pour lutter contre la crise climatique n'est pas vrai non plus. La Commission des affaires juridiques du Conseil des États se fourvoie lorsqu'elle prétend, en se référant à la loi sur les objectifs en matière de protection du climat, sur l'innovation et sur le renforcement de la sécurité énergétique (LCI), que les exigences en matière de droits humains sont remplies. Les objectifs fixés dans la LCI sont en outre insuffisants, car ils ne reposent pas sur un calcul équitable du budget CO₂ national par rapport au budget carbone global restant.

Budget carbone, késako?

Le budget global de CO₂, ou budget carbone, indique la quantité de gaz à effet de serre qu'il est possible d'émettre dans le monde pour ne pas dépasser une certaine limite de température. Le budget carbone est donc le cadre impératif à respecter pour stabiliser la montée des températures. Le GIEC, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, estime que ce budget sera déjà épuisé dans six ans. Lors de la COP28 sur le climat, de nombreux États, dont la Suisse, se sont montrés inquiets que le budget global, compatible avec la limite de

Un comportement que nous n'accepterions jamais en famille!

1,5° C, soit épuisé trop rapidement. Dans son arrêt en faveur des Aînés pour le climat, la CEDH a pourtant confirmé que les États doivent se donner des ambitions conformes à un budget carbone respectant cette limite pour répondre à l'exigence d'une politique climatique protégeant les droits humains.

Pour contrer la requête des Aînés pour le climat, l'Office fédéral de l'environnement a fait valoir qu'il serait possible de «déduire» un budget carbone pour la Suisse à partir des objectifs climatiques nationaux existants. Un budget national qui ne s'appuie pas sur le budget global est toutefois injuste et contraire au droit international, puisqu'il indique simplement combien de carbone la Suisse s'autorise à émettre, sans tenir compte des droits de tous les autres pays.

Pour une contribution équitable

Pour réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre, chaque pays doit fournir une «contribution équitable» (ou *fair share* en anglais). Cette contribution doit tenir compte de la responsabilité historique d'un État, c'est-à-dire du poids relatif de ses émissions passées, et de sa capacité à contribuer à la solution. Une répartition équitable entre les pays est indispensable pour limiter le réchauffement climatique à 1,5° C. Aucun État ne peut s'arroger une part plus grande du budget carbone restant que celle qui lui revient.

Devant la CEDH, M^e Cordelia Bähr et son équipe représentant les Aînés pour le climat ont démontré qu'en suivant la stratégie climatique prévue, la Suisse épuiserait son budget carbone dès la fin de l'année 2030. C'est pourquoi l'association demande au Conseil fédéral de commander une analyse scientifique indépendante sur la contribution nécessaire de la part de la Suisse pour respecter le budget carbone global. Il s'agira de définir sur cette base quelles mesures politiques la Suisse devra prendre pour contribuer à la résolution du problème climatique sans accaparer des ressources qui ne lui reviennent pas.

Justice climatique: nous ne sommes pas seul·es!

2024 est l'année de la justice climatique. Dans le monde entier, des litiges climatiques d'ampleur diverse sont portés devant les tribunaux. Toutes ces actions en justice visent à déterminer dans quelle mesure les États sont légalement tenus de protéger le climat et la biodiversité. Les Aînés pour le climat ne sont pas les seules à avoir montré l'efficacité de ce type d'action. D'autres exemples récents nous encouragent à ne pas abandonner.



Shell

Les entreprises doivent, elles aussi, répondre de leurs actes. En 2021, des citoyennes et citoyens soutenus par des associations écologistes ont porté plainte contre la compagnie pétrolière et gazière Shell, l'accusant d'être l'un des pires pollueurs de la planète. Le tribunal de district de La Haye leur a donné gain de cause en enjoignant à la société anglo-néerlandaise de «contribuer à la lutte contre le changement climatique».

Photo: © Marten van Dijk / Greenpeace

Allemagne

Il existe un droit à l'avenir, a confirmé le Tribunal constitutionnel fédéral d'Allemagne en avril 2021. Neuf jeunes avaient porté plainte avec le soutien de Greenpeace. Cet arrêt historique prouve que la protection du climat est un droit humain et qu'elle a valeur constitutionnelle.

Photo: © Jan Zappner / Greenpeace

Belgique

En Belgique, plus de 58 000 citoyennes et citoyens ont attaqué leur gouvernement en justice. Fin 2023, la Cour d'appel de Bruxelles a tranché en obligeant celui-ci à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 55 % d'ici 2030 par rapport au niveau de référence de 1990. Les juges estiment que le pays ne lutte pas suffisamment contre la crise climatique et contrevient ainsi aux droits humains.

Pays-Bas

Dans le cadre de l'affaire Urgenda, des citoyennes et citoyens faisaient valoir pour la première fois que leur gouvernement était légalement tenu d'empêcher la crise climatique. Le tribunal de district de La Haye leur a donné raison, un verdict confirmé en 2019 par la Cour suprême des Pays-Bas. Pour respecter les droits humains, le pays a désormais l'obligation de réduire significativement ses émissions le plus vite possible.

France

En 2021, le tribunal administratif de Paris a décidé que l'État français était responsable des manquements dans la lutte contre la crise climatique. Deux ans auparavant, Greenpeace et d'autres associations environnementales avaient porté plainte contre la France pour son inaction face à l'impact du changement climatique. L'État doit maintenant réparer les conséquences de sa négligence passée et prendre des mesures appropriées.

Global

Une alliance de petits États insulaires menacés par l'élévation du niveau des mers a lancé une procédure devant le Tribunal international du droit de la mer. Ce dernier a décidé au mois de mai que les gaz à effet de serre absorbés par les océans constituent une forme de pollution marine et que les gouvernements concernés doivent «prendre toutes les mesures nécessaires» pour prévenir, réduire et contrôler la pollution marine liée au changement climatique. Une grande victoire pour l'environnement.

Des décisions de justice encourageantes!

Photo: © Lorenzo Moscia / Greenpeace



Mise en perspective du verdict: cinq questions à la juriste Corina Heri

Photos: Shervine Nafissi



Les Aînées pour le climat en route pour assister au verdict à Strasbourg.

Corina Heri, quelle est la signification du verdict dans l'affaire des Aînées pour le climat?

L'arrêt montre qu'il est possible de faire respecter les droits humains par un tribunal pour enrayer le changement climatique. La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) affirme sans équivoque que les droits humains jouent un rôle en droit climatique: les États doivent protéger les personnes contre les effets du dérèglement du climat. Il s'agit d'une décision historique, qui influencera la jurisprudence en matière de climat, au niveau national et international. Le lien entre la protection des droits humains et le climat a longtemps été nié. On nous disait que la réponse au changement climatique devait venir des négociations internationales autour de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (qui a donné lieu à l'adoption de l'accord de Paris). Ce nouvel arrêt de principe ne restera pas sans effets sur la pratique des pays et des systèmes en matière de protection du climat.

Quelles pourraient être les conséquences concrètes du verdict?

Il faut attendre de voir ce que l'arrêt va concrètement déclencher. Mais il est clair qu'il y aura des discussions et des réflexions plus poussées sur les obligations de l'État concernant les droits humains et le climat, et cela non seulement en Suisse, mais aussi au sein des autorités compétentes de plusieurs autres États membres du Conseil de l'Europe. Espérons que cet arrêt donnera un nouvel élan à la reconnaissance du droit à un environnement sain dans le cadre du Conseil de l'Europe.

Que pensez-vous du rôle des tribunaux en général dans le renforcement de la protection climatique mondiale?

Il est clair que les arrêts des tribunaux ne suffisent pas pour améliorer les politiques climatiques. Pour faire avancer les choses, il faut une coopération renforcée entre le niveau national et international, mais aussi entre le pouvoir judiciaire et les autres pouvoirs de l'État, à savoir le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Les tribunaux peuvent donner des impulsions en pointant les problèmes et en interprétant les obligations existantes, lesquelles devraient offrir une protection adéquate, y compris en ces temps de changement climatique.



Les Aînées pour le climat n'en reviennent pas de leur victoire.



Le verdict déclenche une explosion de joie.

Que signifie la déclaration du Parlement suisse qui demande au Conseil fédéral de ne pas donner suite au jugement?

Cette déclaration est problématique du point de vue du partage des pouvoirs. C'est un signal politique qui manifeste le scepticisme du Parlement vis-à-vis des arrêts de la CEDH sur le climat, appelant les juges de Strasbourg à faire preuve d'une retenue encore plus marquée. La déclaration ne contient pas d'analyse différenciée de l'arrêt. Elle accuse à tort la cour de faire de l'«activisme judiciaire». Le droit à la protection de la vie privée et familiale (tout comme le droit à la vie) peut tout à fait s'appliquer aux questions environnementales, selon une jurisprudence établie et acceptée par les États membres du Conseil de l'Europe. Le Parlement demande au Conseil fédéral d'informer le Comité des ministres que la Suisse ne donnera pas suite à l'arrêt, mais ne s'aventure pas à dire que l'arrêt de la CEDH n'est pas contraignant, ce qui serait intenable.

Quels sont vos espoirs concernant la protection du climat?

J'espère que l'on prendra les climatologues au sérieux dans leur constat que nous sommes au bord du gouffre. J'espère aussi que l'on prendra les tribunaux au sérieux. Leurs verdicts tirent la sonnette d'alarme et incitent l'État à agir. Enfin, j'espère que la crédibilité des juges ne sera pas remise en question pour des raisons politiques. Les juges de la CEDH sont nommés par les États, ce qui leur confère une légitimité démocratique. Ces juges n'en possèdent pas moins une expertise et ils ou elles prennent leurs décisions indépendamment de toute consigne d'un gouvernement ou d'une organisation. C'est justement ce qui fait de la CEDH une instance aussi forte et importante. Remettre en question cette indépendance parce qu'on est mécontent de tel ou tel arrêt n'est pas digne d'un pays démocratique.

Remarque-t-on qu'il y a autant de femmes qui font avancer ces combats juridiques?! Les Aînées pour le climat, des avocates, des juristes, la présidente de la CEDH...

Lire la version intégrale de l'entretien



greenpeace.ch/fr/magazine/corina-heri



Corina Heri a obtenu son doctorat en droit en 2017 à l'Université de Zurich. Depuis novembre 2020, elle est postdoctorante à la chaire Helen Keller dans le cadre du projet de recherche intitulé «Climate Rights and Remedies». Elle était présente à Strasbourg le 9 avril pour le prononcé du verdict dans l'affaire portée par les Aînées pour le climat.



Entre jubilation et insultes

Elisabeth Joris, membre des Aînées pour le climat

Il y a huit ans, un jeune homme âgé de 21 ans est venu me voir dans mon bureau du quartier de Seefeld, à Zurich: Oliver Heimgartner, qui travaillait à l'époque chez Greenpeace. Il m'a demandé si je souhaitais participer à une plainte en lien avec le climat qui pourrait être lancée par un groupe de femmes âgées contre le Conseil fédéral. Je connaissais Cécile Bühlmann, présidente du conseil de fondation de Greenpeace, et Verena Mühlberger, directrice de Greenpeace, et elles savaient que je cultivais un large réseau de contacts avec des féministes engagées de longue date. Je me sens concernée par l'urgence climatique, car depuis mon départ à la retraite, je passe volontiers l'été dans la région valaisanne du Simplon, dans mon canton d'origine. Chaque année, j'observe la fonte des glaciers, que ce soit au Bietschhorn, dans la région d'Aletsch ou sur le massif des Mischabels. Et pour mes petits-enfants qui me tiennent tant à cœur, je veux défendre le droit à un avenir digne.

Par l'intermédiaire de ma collègue historienne Heidi Witzig, qui partageait mon bureau, j'ai mis Oliver Heimgartner en contact avec GrossmütterRevolution, une association qui comptait de nombreuses anciennes militantes écologistes parmi ses membres. Un petit groupe s'est réuni pour la première fois dans la salle commune de ma coopérative d'habitation à Hottingen. La rencontre a été l'occasion de s'informer et de poser des questions à Georg Klingler, de Greenpeace.

Heidi Witzig présidera à la fondation de l'association des Aînées pour le climat, à la Maison des générations à Berne. En raison de nos nombreux autres engagements associatifs et professionnels, Heidi Witzig et moi n'avons pas rejoint le comité de l'association. Mais j'ai accepté le rôle d'interlocutrice pour les médias, qui ont rapidement commencé à me solliciter. Je recevais les appels sur mon téléphone portable, comme le jour où nous étions devant le Palais fédéral pour déposer notre plainte auprès du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication. Ou en 2017, lorsque j'ai été contactée par un journaliste hollandais à l'occasion du Forum économique mondial à Davos. Le magazine allemand *Tina*, que je ne connaissais pas encore, avait même envoyé une journaliste pour nous accompagner à Davos, où nous sommes intervenues pendant le WEF en menant une action surprise. Des policiers lourdement armés nous ont sommées de ranger nos banderoles et de quitter les lieux, sinon ils nous auraient embarquées dans leur fourgon.

Je ne voulais pas manquer le prononcé du verdict à Strasbourg. Dans la salle d'audience, j'ai suivi avec attention les commentaires de la juge irlandaise. Quelle allait être l'issue? J'ai été surprise que la requête des plaignantes individuelles soit rejetée, mais que celle de l'association soit acceptée. Je me suis mise à jubiler intérieurement. En même temps, je savais que nous allions au-devant d'une lutte politique contre l'UDC, qui prône le retrait de la Convention européenne des droits de l'homme. Mais ce qui m'a interloquée dans les jours qui ont suivi, ce sont les commentaires de certains médias qui frôlaient l'insulte. On a parlé des «mémés du climat» qui seraient des «femmes de paille» de Greenpeace, et autres perles de ce genre. Ce mépris à l'égard d'un groupe de femmes engagées, profilées et expérimentées en politique est inadmissible. Ce qui me révolte encore plus, c'est la déclaration du Conseil des États et du Conseil national appelant à ignorer le verdict. L'argument selon lequel la Suisse se serait déjà conformée au verdict en mettant en œuvre les changements législatifs nécessaires est une piètre tentative de sauver les apparences de l'État de droit! Le Parlement adopte une posture irresponsable, avec une déclaration qui affaiblit l'importance de la Convention européenne des droits de l'homme, de la Cour européenne des droits de l'homme et du Conseil de l'Europe.

Les initiatives pour le climat urbain

7,2 millions

En 2020, 83% de la population suisse vivaient dans des zones à caractère urbain, ce qui correspond à 7,2 millions de personnes. Celles-ci souffrent davantage des canicules que les habitant-es des régions rurales. Mais même en ville, la situation n'est pas uniforme: plus un quartier est riche, plus il est frais, a constaté une recherche de la télévision suisse alémanique SRF.

7° C

La présence d'arbres fait une grande différence en cas d'été caniculaire. Pendant la journée, l'ombre des arbres procure un refroidissement des espaces utilisés qui peut aller jusqu'à 7° C. Et la nuit, les endroits avec beaucoup d'arbres sont plus frais, car le réchauffement en journée est moindre.



25%

La vie n'est pas aisée pour les arbres en milieu urbain, qui n'atteignent généralement qu'un quart de leur âge potentiel. Cela est notamment dû à l'absorption de substances nocives plus importante près des routes très fréquentées.

20 jours

D'ici 2060, les pluies pourraient diminuer d'environ un quart en Suisse. Et dans seize ans, la durée moyenne des périodes sans précipitations sera de vingt jours, contre onze à l'heure actuelle. Les villes se réchaufferont encore plus. Il s'agit d'encourager les surfaces vertes en ville, dont la température est inférieure d'environ 25° C à celle des sols artificialisés.

11 initiatives

Pour lutter contre la chaleur dans les villes, l'association actif-traffic a lancé des initiatives pour le climat urbain dans onze municipalités. Ces initiatives demandent qu'une surface correspondant à 0,5% de la voie publique soit transformée en espace vert supplémentaire chaque année, et cela sur une période de dix ans. De plus, 0,5% de la surface des rues doit être reconvertie chaque année. Saint-Gall, Genève, Coire, Ostermundigen et Winterthur ont accepté ces initiatives ou leurs contre-projets.

*Domage de ne pas avoir de -
siné les racines de l'arbre,
avec l'espace dont elles ont
besoin.
Un aspect souvent oublié et qui
explique en partie que les
arbres de villes ne vivent
que 25 ans en moyenne.*



L'urgence du changement

La planète souffre et les êtres humains aussi. Nous avons besoin d'un nouveau départ, un nouveau départ qui nous permette de vivre bien sans dépendre de la croissance économique. Réflexion sur le changement et portraits de trois personnalités qui l'incarnent.

Texte: Roland Gysin, Greenpeace Suisse
Illustrations: Kleon Medugorac et Paula Troxler
Photos: Raffinerie

On se demande dans quel monde vit l'Office fédéral de l'énergie (OFEN). Son communiqué de presse de juin dernier était intitulé «Consommation énergétique 2023 en légère hausse», une évolution qui serait essentiellement due à la «reprise» durable du trafic aérien. Une «reprise», donc une amélioration?

Domage aussi que l'OFEN ne se plaint pas que la consommation d'énergie ne diminue pas.

L'aviation civile représente pourtant un secteur qui génère un peu plus d'un quart des émissions suisses de gaz à effet de serre impactant le climat. Mais l'OFEN ne semble pas saisir le problème: la croissance avant tout! Tant que le produit intérieur brut (PIB) prospère, tout va bien.

Il y a beaucoup de projets intéressants, mais l'effet rebond et la croissance annulent les gains d'efficacité!

C'est aussi l'avis de la responsable du département de l'économie de Zurich, Carmen Walker Späh. Dans le *Tages-Anzeiger*, elle écrit que la croissance économique serait le «moteur de la protection climatique». La croissance créerait les ressources nécessaires pour la recherche et le développement de nouvelles technologies. Le progrès serait la clé pour une production plus efficace et moins énergivore. Une logique erronée qui oublie l'effet rebond: par exemple, si l'industrie automobile produit de manière plus efficace et donc moins chère, la clientèle optera souvent pour un modèle plus grand, avec une consommation de ressources plus élevée à la clé.

**Selon les recherches actuelles, un découplage suffisant entre la croissance et la consommation de ressources n'a aucune chance d'aboutir.*

Depuis les années 1950, on mesure le succès d'une économie nationale à l'aune de sa croissance, indépendamment de l'égalité sociale, de la qualité de l'environnement, de la santé ou du degré de satisfaction. L'impératif de la croissance domine nos institutions, notamment la prévoyance vieillesse. Or une économie véritablement écologique doit mettre l'être humain et la planète au premier plan. Le PIB n'est pas le bon indicateur pour appréhender ces dimensions essentielles.

La croissance économique ne peut donc pas être un moteur pour la protection du climat. La croissance verte n'existe pas! Désolée!

Il existe néanmoins d'autres approches: l'«indicateur du vivre mieux» de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui tient compte du logement et de la satisfaction des personnes. Ou la «mesure du bien-être» de l'Office fédéral de la statistique, qui comprend des paramètres comme le

niveau de formation, la santé et la qualité de l'environnement. Des mesures qui ne sont toutefois pas vraiment prises au sérieux.

Le rapport Greenpeace *La Suisse dépasse les bornes: pour le respect des limites planétaires*, publié en 2023, détaille les conséquences d'une croissance débridée. La Suisse dépasse dix-neuf fois les limites planétaires en matière de climat, et quatre fois celles concernant la perte de biodiversité. Même le Conseil fédéral l'admet dans son rapport sur l'environnement 2022: «Les défis les plus urgents sont les changements climatiques, le déclin de la biodiversité et la surexploitation des ressources naturelles.»

La Suisse ne consomme pas de façon durable

En 2020, la Suisse rejetait environ 103 millions de tonnes d'équivalent CO₂. Certes, nous consommons moins de ressources à l'intérieur du pays, mais les deux tiers de notre impact écologique sont générés à l'étranger, en particulier en raison de la consommation de produits importés, dont le volume augmente depuis 2000. Les émissions suisses s'élèvent à près de 13 tonnes d'équivalent CO₂ par personne, contre environ 8 tonnes dans l'Union européenne. La conclusion de l'Office fédéral de la statistique? «Ce mode de vie n'est pas durable. Nous vivons donc aux dépens des générations futures et d'autres régions du globe.» Ne pas agir, agir trop tard ou ignorer les problèmes revient, dans le meilleur des cas, à générer d'énormes surcoûts. Selon le rapport sur l'environnement 2022 du Conseil fédéral, l'inaction engendre des coûts qui dépassent «de loin» ceux des mesures préventives.

Les subventions de la Confédération sont un outil pour faire avancer la protection de l'environnement. Elles pourraient être utilisées pour orienter l'économie sur une voie non liée à la croissance, par exemple en favorisant l'assainissement énergétique des bâtiments ou la protection des espèces et du paysage. En 2015, la Confédération a dépensé 2,3 milliards de francs en «subventions environnementales», et plus de 2,7 milliards en 2020. Les chiffres les plus récents datent de 2022 et font apparaître un montant d'un peu plus de 2,2 milliards, soit inférieur au niveau de 2015.

Quelle que soit l'année de référence, les fonds débloqués sont insignifiants par rapport aux aides déboursées pour des activités qui nuisent à la nature. En 2020, l'Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage (WSL) identifiait un total de 162 subventions qui dégradent la biodiversité, pour un montant de 40 milliards de francs. Résultat: selon l'OFEN, «la moitié des milieux naturels et un tiers des espèces sont menacés.» Cependant, le Conseil fédéral ne consent à réexaminer que 8 de ces 162 subventions problématiques.

Que faire, alors? Nous savons que pour obtenir un changement radical, il faut modifier les cadres de pensée, réduire l'utili-

sation des ressources, abandonner les productions à forte consommation d'énergie et développer des modèles indépendants de la croissance. Par exemple, en taxant moins le travail et davantage la fortune, les successions et les énergies fossiles. Il nous faut des systèmes alimentaires qui fonctionnent avec des fourrages produits en Suisse. Les mouvements féministes exigent depuis longtemps une répartition plus équitable et une revalorisation du travail de *care*. Pour Milo Probst, historien de l'environnement, ces luttes dessinent «les contours d'un monde dans lequel le fait de prendre soin des autres et de la nature est au cœur de toute activité humaine».

«Nous ne sommes pas tous des automates au service de l'optimisation», rappelle aussi l'économiste Werner Vontobel. L'évolution a fait de nous des êtres solidaires. Donner nous procure du plaisir. Et nous ressentons un fort désir de rapports sociaux fondés sur la réciprocité. Werner Vontobel propose un «nouveau départ» qui consisterait à transformer davantage le travail rémunéré en travail non rémunéré, avec de meilleures conditions générales pour une économie régionale et fondée sur le besoin: «Au lieu des tours d'habitation et de lieux de travail à 20 kilomètres de distance, il faut rapprocher l'habitat et l'artisanat, dans l'esprit de la ville du quart d'heure.» Et bien sûr, éviter la construction de nouvelles autoroutes.

La nécessité du changement est acquise

De nombreuses personnes ont conscience que les «limites naturelles de la croissance économique» sont atteintes. Sept sur dix approuvent cette affirmation, selon un sondage représentatif réalisé par l'institut GFS Zurich à la demande de Greenpeace. Et huit sur dix sont convaincues que nous devons «trouver le moyen de vivre bien sans dépendre de la croissance économique».

On ne peut pas mener ce débat sans poser la question du système lui-même: quelle attitude adopter à l'égard de la croissance économique infinie? La destruction de l'environnement et la crise climatique progressent plus rapidement que prévu. Nous devons combattre l'aberration qui consiste à croire que tout va s'arranger comme par miracle. Sinon, nous risquons de nous retrouver dans la situation du personnage Icare de la légende grecque. Son père Dédale, pour échapper à la prison du roi Minos, avait fabriqué une paire d'ailes pour lui et pour son fils. Les plumes étaient fixées par des fils et de la cire. Malgré l'avertissement lancé par le père, Icare s'élève de plus en plus haut dans le ciel, jusqu'à voir fondre la cire de ses ailes sous les rayons du soleil. Il vacille, agite les bras, part en vrille... et tombe dans la mer, où il se noie.

Parlons de l'initiative sur la biodiversité autour de nous, et votons OUI le 22 septembre!

Le Conseil fédéral a même récemment déclaré qu'il n'y avait aucune raison de modifier les 8 -p. ex. la commercialisation de la viande.

Je salue le bon sens des personnes, et j'encourage Greenpeace à soumettre ces résultats au SECO et au Parlement.

*A vouloir toujours plus (haut), nous risquons de nous consumer. Le livre du climatologue H.J. Schellnhuber s'intitule "S'immoler".



Nous avons besoin de courage pour initier ces changements

Magdalena Erni Coprésidente des Jeunes Vert·e·x·s

Texte: Danielle Müller, Greenpeace Suisse

Magdalena Erni n'avait que 17 ans lors du lancement de l'initiative pour la responsabilité environnementale. «J'étais trop jeune pour faire partie du comité d'initiative», dit-elle en riant. Trois ans plus tard, la jeune habitante de Thoune, devenue coprésidente des Jeunes Vert·e·x·s suisses à l'origine de l'initiative, prépare la campagne de votation. La date n'est pas encore fixée. «Pour la jeunesse d'un parti, c'est quand même un gros effort, mais je me réjouis d'y participer», songe-t-elle.

L'initiative populaire «Pour une économie responsable dans les limites de la planète» (initiative pour la responsabilité environnementale) a été lancée le 24 août 2021. À cette occasion, Julia Küng, alors coprésidente des Jeunes Vert·e·x·s, avait invité les médias au Palais fédéral, tandis que des militant·es peignaient des banderoles à la Waisenplatz, à Berne. Les inscriptions envoyaient un message clair: «Nous n'avons qu'une seule Terre» ou «L'environnement avant le profit». Le texte de l'initiative demande qu'en l'espace de dix ans, la Suisse réduise son impact environnemental afin que celui-ci ne dépasse plus les limites planétaires. «C'est la nature qui doit définir le cadre de l'économie, explique Magdalena Erni. Face aux multiples crises en cours, l'initiative s'attaque à la racine des problèmes de notre système économique.»

Pour les Jeunes Vert·e·x·s suisses, il est important que l'initiative soit socialement équitable. Car selon Magdalena Erni, ce sont surtout les riches et les grandes entreprises qui polluent et consomment les ressources, «un aspect souvent négligé en politique». L'étudiante a des idées précises sur la justice sociale dans ce domaine. Elle ne fait pas l'impasse sur la nécessité d'interdire certaines choses: «Les interdictions sont en fait très sociales, car elles s'appliquent à tout le monde et il n'est pas possible de s'y soustraire en payant.» Mais elle rappelle que son parti n'est qu'une force d'idées et de propositions et que les modalités de mise en œuvre relèveront du Parlement.

La passivité coûtera plus cher

En février 2023, les Jeunes Vert·e·x·s ont déposé 105 000 signatures valables collectées en dix-huit mois. «C'était un moment génial, qui nous remplit de fierté», se souvient Magdalena Erni. Mais quelques mois plus tard, c'est la déception, car le Conseil fédéral décide de rejeter l'initiative. Une décision peu réjouissante qui ne surprend pourtant pas la jeune politicienne. L'argument principal du Conseil fédéral était le coût. Ce raisonnement l'agace profondément: «La passivité nous coûtera finalement beaucoup plus cher, les études sont là pour le prouver!» Elle trouve particulièrement absurde que les instances

politiques discutent par ailleurs de développer les infrastructures fossiles ou l'énergie nucléaire: «Ce sont des dépenses que l'on pourrait justement consacrer à la protection du climat.»

En juin dernier, le Conseil national s'est, lui aussi, prononcé contre l'initiative. Malgré tout, cette dernière a fait sensation: «Un ami conseiller national m'a dit qu'il n'avait jamais entendu autant de prises de parole sur un sujet», raconte la jeune coprésidente avec une certaine fierté. Suivi par plusieurs membres des Jeunes Vert·e·x·s, le débat au Palais fédéral a duré six heures. Une expérience à la fois intéressante et pénible pour la jeune femme, car certaines interventions, surtout de la part de l'UDC, volaient vraiment très bas. «C'était lamentable. Il en va de notre avenir, et certaines personnes s'en moquent.»

D'une manière générale, ce qui se passe dans les Chambres fédérales est assez frustrant pour la coprésidente des Jeunes Vert·e·x·s. «Je suis choquée de la réaction du Parlement à l'arrêt dans l'affaire portée par les Aînés pour le climat, se désolait-elle, alors que nous vivons l'année la plus chaude jamais enregistrée.» Elle trouve que les milieux politiques ont tendance à se reposer sur leurs lauriers. Un défaut que pourrait corriger l'initiative pour la responsabilité environnementale: «Nous voulons aller de l'avant en fixant des objectifs plus radicaux et montrer que le changement est encore possible.»

C'est ce changement systémique qui est au cœur de l'engagement de Magdalena Erni et de son parti: «Dans dix ans, j'aimerais vivre dans une Suisse qui donne la priorité au bien vivre et non à l'économie. Dans une Suisse où il ne fait pas trop chaud, ou qui possède suffisamment d'arbres, de rivières et de lacs pour nous rafraîchir.» Un cri du cœur auquel il n'y a rien à ajouter.

x les grands succès en politique environnementale - protection des eaux, réduction de l'ozone - ne datent pas d'hier...



Lobo Lutz Fondateur de la coopérative alimentaire «Zur Gertrud»

Texte: Danielle Müller, Greenpeace Suisse

«Disons que je m'intéresse à la nourriture», dit Lobo Lutz simplement. Cet homme de 41 ans s'engage depuis plus de dix ans dans diverses associations du domaine de l'alimentation, à côté de son activité professionnelle. Il a notamment participé à la fondation de «Zur Gertrud», une coopérative alimentaire (*foodcoop*) située à Zurich, au croisement de la Zurlindenstrasse et de la Gertrudstrasse.

Une coopérative alimentaire est un regroupement de personnes et de ménages qui forment une communauté d'achat dans le but de se procurer des produits alimentaires. La *foodcoop* de Lobo Lutz s'est créée discrètement pendant la pandémie de Covid-19, à la suite d'une discussion de voisinage devant les boîtes aux lettres de son immeuble. Aujourd'hui forte de plus de 120 membres, l'association se réunit tous les trois mois pour distribuer des aliments: les pâtes, confitures et autres boissons à l'avoine sont triées par des bénévoles avant d'être retirées par les personnes qui les ont commandées sur le site Internet.

Mais pourquoi fonder une association pour faire ses courses au lieu d'aller tout bonnement à la Coop ou à la Migros? Parce que notre système alimentaire est dysfonctionnel. Les productrices et producteurs de denrées alimentaires subissent une forte pression sur les prix de la part des grands distributeurs, ce qui pousse à la production industrielle et donc à la surexploitation des sols et de la main-d'œuvre. En raison des marges très élevées du commerce intermédiaire, les revenus des agricultrices et agriculteurs ne sont pas équitables. Sur la pomme de terre, par exemple, le bénéfice d'un grand distributeur comme Migros sera cinq fois plus élevé que pour le paysan qui l'a cultivée.

Les *foodcoops* visent à compenser de telles injustices. Elles s'approvisionnent directement auprès des productrices et producteurs, sans passer par le commerce intermédiaire. «C'est en fait l'association qui reprend ce rôle. Nous connaissons l'origine des denrées et toutes les modalités de la production», explique Lobo Lutz. Les partenaires de la coopérative, au nombre d'une vingtaine, sont choisis en fonction de leurs conditions de production écologiques et équitables. Le processus de commande en amont permet d'éviter le gaspillage alimentaire. Et l'association crée un lien de proximité, «alors que le système d'approvisionnement classique éloigne les consommatrices et consommateurs du contexte dans lequel les aliments sont produits». C'est cette proximité qui, selon Lobo Lutz, garantit des conditions de travail et de production équitables et raisonnables, et qui crée l'estime réciproque.

Une question de qualité

Pour Lobo Lutz, le système alimentaire suisse est non seulement inéquitable, mais est aussi confronté à un problème de qualité. «Les produits stockables du commerce traditionnel ne sont pas de bonne qualité», déclare-t-il sans ambages. Il est fréquent que des membres qui ont quitté l'association pour une raison ou pour une autre reviennent justement après avoir fait ce constat: «Les gens qui connaissent nos produits remarquent la différence. Et quand on sait d'où vient la nourriture, on l'apprécie davantage.»

Les départs et les nouvelles adhésions ne gênent pas Lobo Lutz, qui estime que la coopérative «Zur Gertrud» n'a pas vocation à s'agrandir. Car plus une structure prend de l'ampleur, plus les choses deviennent compliquées. Il prône plutôt la création d'autres associations de même type: «À Zurich, il serait possible de fonder une multitude de petites coopératives alimentaires. Cela permettrait aux personnes de se connaître et de tisser des liens dans le voisinage.» Une fonction que le supermarché n'offre pas.

Le nombre croissant de *foodcoops* – on en compte désormais quinze rien qu'à Zurich – témoigne des changements possibles dans le système alimentaire. En Autriche, il en existe déjà plus d'une centaine. Lobo Lutz est convaincu que ce succès s'explique en partie par la dimension écologique et équitable du système, mais aussi par une autre raison: «Au-delà de la connaissance que l'on peut avoir des produits, il y a ce moment magique où on se met à table et que l'expérience sensorielle s'installe.» Un pur plaisir.



Karin Pfeifer
Membre du comité de l'association
«Économie plurielle Zurich»

Texte: Jara Petersen

Mon grand espoir pour
faire évoluer les facultés
d'économie, ce sont les
étudiant-es!

Karin Pfeifer, étudiante en master d'économie politique à l'université de Zurich, a choisi cette branche dans l'idée de contribuer à améliorer le monde. Elle voulait «remettre en question le système capitaliste». Et d'abord mieux comprendre le fonctionnement des marchés et des forces en présence.

Mais elle a été déçue de découvrir que la plupart des universités enseignent principalement l'économie néoclassique dominante, dont les modèles et les théories ne tiennent pas compte des réalités complexes et reposent sur des hypothèses irréalistes. Loin de prendre en considération les limites planétaires, la pensée économique orthodoxe suppose des ressources infinies et une croissance constante. Le dogme du marché qui réglerait tous les problèmes est omniprésent, bien que son pouvoir magique ne se vérifie pas en conditions réelles. Dans cette optique, les amendes suffiraient à compenser les «effets externes» indésirables comme les dommages environnementaux. Si seulement c'était aussi simple...

«Même les professeurs savent que les modèles ne correspondent pas au monde réel», constate Karin Pfeifer. L'étudiante s'engage aujourd'hui dans l'association zurichoise «Économie plurielle», qui demande que les cursus s'ouvrent à d'autres approches: celles qui contribuent au changement durable, qui reflètent mieux la réalité et qui enseignent une perspective plus globale: «Je souhaite aborder l'économie d'une manière qui puisse apporter des réponses équitables et durables aux questions brûlantes d'aujourd'hui.» En plus des théories orthodoxes, il s'agit de dispenser des connaissances théoriques variées: «Les économistes seront appelés à donner leur avis sur des décisions politiques et doivent donc également avoir en tête les composantes sociales et écologiques, poursuit-elle. J'aimerais vraiment que les économistes se positionnent du côté des intérêts écologiques et sociaux.»

Un exemple de la déficience des théories néoclassiques est le modèle de l'*homo aeconomicus*, un être purement rationnel ne recherchant que son propre intérêt. La plupart des théories économiques néoclassiques se fondent sur l'hypothèse que les personnes se comportent comme un *homo aeconomicus* qui ne pense jamais à ses semblables, mais seulement à la maximisation du profit. Dans la réalité, l'*homo aeconomicus* est un phénomène rare, car le comportement des individus est généralement plus sociable que prévu. «Seuls les chimpanzés se conduisent de la sorte», dit Karin Pfeifer, qui constate malgré tout que les conceptions néoclassiques semblent avoir une influence sur les étudiant-es, qui deviendraient de

plus en plus égoïstes au fil de leurs études d'économie, intégrant la vision déformée de l'humain qui leur est inculquée.

Pour davantage de diversité

L'association étudiante de Karin Pfeifer est une antenne de Rethinking Economics Switzerland, une structure qui compte des groupes locaux dans la plupart des universités suisses. Cette faïtière organise notamment des cercles de lecture et un cycle de cours sur des théories plurielles comme l'économie féministe ou écologique. Une université d'été accueillant 130 participant-es se déroule chaque année autour des théories écologiques et sociales. Une manière d'«introduire du pluralisme à l'université» et de répondre à une demande pour des concepts économiques plus proches de la réalité. La majorité des étudiant-es comprennent que l'économie actuelle, axée sur la croissance, ne fonctionne pas pour les êtres humains et la planète. «L'association entretient de bonnes relations avec le corps professoral, affirme Karin Pfeifer, même si ce dernier peine à comprendre pourquoi les étudiant-es ont tellement besoin d'entendre autre chose que l'enseignement classique qui s'avère difficilement réformable.»

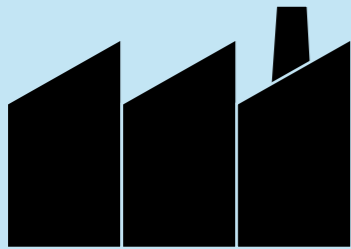
L'objectif de Rethinking Economics Switzerland est de renforcer la communauté des économistes qui défendent une économie équitable et durable. Des approches novatrices existent, par exemple le modèle de la *Doughnut Economy*, selon lequel l'économie doit répondre aux besoins sociaux dans les limites de la planète. Pas question ici de croissance pour la croissance. Le maître mot est plutôt la «décroissance», avec des expériences comme un modèle de travail fondé sur la semaine de quatre jours. Face aux ressources limitées, l'objectif n'est pas de produire toujours plus, mais d'adapter la production aux besoins de toutes et de tous. Les organisations à but non lucratif ou les coopératives sont également des exemples de théories économiques plurielles vécues: elles viennent contredire la logique économique néoclassique axée sur le profit.

Karin Pfeifer poursuit son rêve, celui d'une économie accordant la priorité aux personnes et à l'environnement. Une économie socialement juste et écologique peut sembler étrange, mais changer les bases théoriques permet de repenser les modèles et de façonner la société de demain.

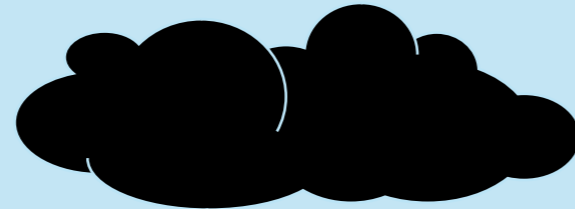
Mediterranean Shipping Company, ou la folie des conteneurs maritimes

La Mediterranean Shipping Company (MSC) est le plus gros transporteur maritime au monde. La compagnie suisse transporte chaque jour des dizaines de milliers de conteneurs pour notre consommation. Les conséquences pour l'environnement sont désastreuses.

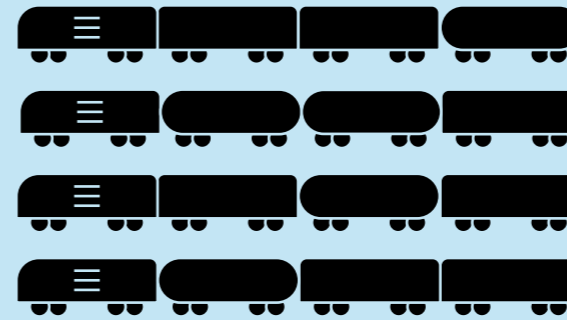
La société MSC possède une flotte d'une capacité de chargement de plus de 5,9 millions de conteneurs pour une part de marché de 19,9%. Elle transporte environ 24,5 millions de conteneurs par année.



La Mediterranean Shipping Company lance son activité en 1970 avec un seul navire de charge. Elle en compte actuellement 830, dont 306 qui se sont ajoutés ces quatre dernières années. Et la croissance continue pour MSC, avec 108 nouveaux navires en construction (état en avril 2024).



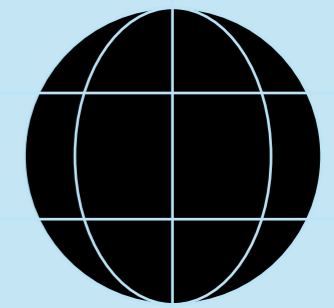
En 2020, les navires MSC ont émis 10,9 millions de tonnes de CO₂. La compagnie se classe au 6^e rang des plus gros pollueurs européens. Le transport maritime est responsable de 3% des émissions mondiales, soit autant que le trafic aérien. En 2050, cette part devrait même atteindre 10%.



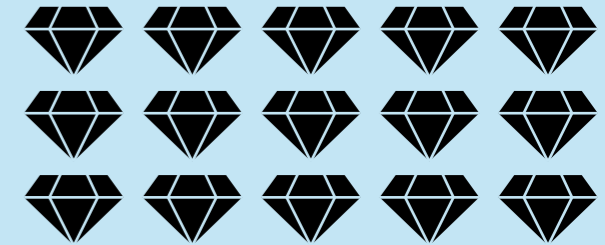
Le MSC Michel Cappellini a une capacité de 24 346 conteneurs. Sur le rail, cela équivaldrait à 286 trains de marchandises.



Un porte-conteneurs de taille moyenne capable de transporter 12 000 conteneurs consomme 300 tonnes de fioul lourd par jour, soit environ 1890 barils.

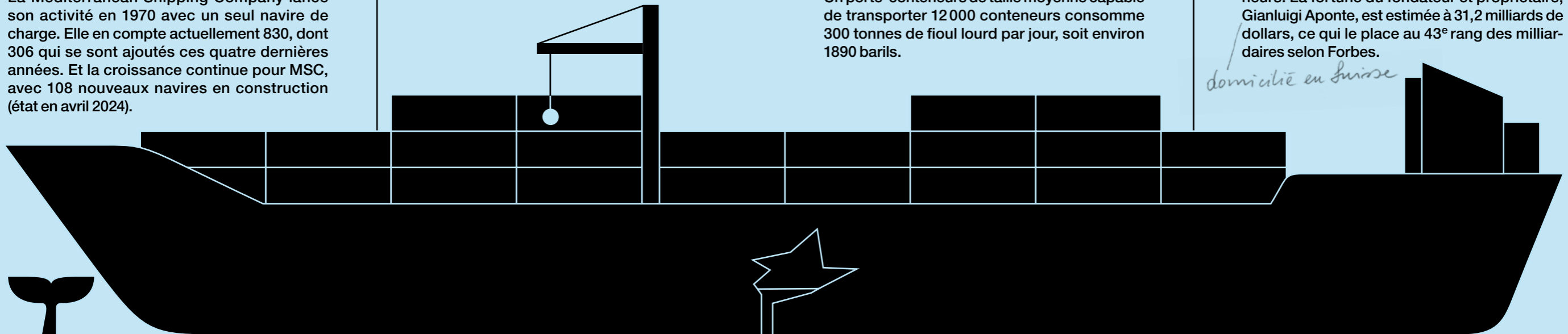


Les navires MSC empruntent jusqu'à 300 routes maritimes différentes et desservent environ 520 ports d'escale.



Selon une recherche de la société Sea-Intelligence, MSC réalisait en 2022 un bénéfice d'environ 200 milliards de dollars sur ses porte-conteneurs. La fortune du fondateur et propriétaire, Gianluigi Aponte, est estimée à 31,2 milliards de dollars, ce qui le place au 43^e rang des milliardaires selon Forbes.

domicilié en Suisse



Depuis juillet 2023, le MSC Michel Cappellini est le plus grand porte-conteneurs du monde. Mesurant 399 mètres de long, 61 mètres de large, il peut transporter 281 456 tonnes, soit environ le poids de 1480 baleines bleues.

MSC a été impliquée dans plusieurs catastrophes pétrolières. En 2005, le MSC Al Amine perd 100 à 150 tonnes de fioul lourd dans le golfe de Tunis. En 2010, le MSC Chitra entre en collision avec un autre navire, déversant 800 tonnes de pétrole dans l'océan Indien. Et lorsque le MSC Zoe tombe en panne en mer du Nord en 2019, 342 conteneurs passent par-dessus bord, certains chargés de produits toxiques. Les conteneurs n'ont pas tous été retrouvés.

Les dimensions d'un conteneur maritime ordinaire sont 6,1 mètres de long, 2,44 mètres de large et 2,59 mètres de haut, pour un volume d'environ 33,2 m³. Cela correspond à environ 664 cartons à bananes. Chargé, il pèse environ 24 tonnes. En 2023, 221 conteneurs de ce type ont été perdus en mer.



Entre 2009 et 2019, 80 des 90 navires suisses démantelés sur les plages d'Asie du Sud appartenaient à MSC. Cette activité dangereuse et polluante a coûté la vie à 447 travailleurs au cours de cette décennie.

Sources: public.axsmarine.com/alphaliner; incodocs.com; msc.com; NABU; offthebeach.com; splash247.com; transportenvironment.com; vesselfinder.com; whales.org.

Produit lessive au parfum d'automne

1 Constituer un stock

Couper les châtaignes en quatre et les passer au mixeur en petites portions. Éteindre le mixeur régulièrement et le laisser reposer afin que l'appareil ne surchauffe pas. Faire sécher la masse de châtaignes broyées à l'air pendant deux à trois jours, puis la mettre dans des récipients en verre.

3 Faire sa lessive

Ce produit lessive convient surtout pour le linge coloré et de teinte foncée. Pour l'utiliser sur du linge blanc, il faut éplucher les châtaignes avant de les broyer. Cela évite que le linge ne prenne une teinte grisâtre.

2 Fabriquer le produit

Remplir un récipient en verre d'eau chaude et y ajouter 5 cuillères à soupe de la masse de châtaignes. Laisser reposer pendant 30 minutes, puis verser l'eau dans les récipients en verre en la filtrant. Et voilà, le produit lessive est prêt! À utiliser dans les mêmes proportions qu'un produit courant.

Idée+

Si l'odeur de châtaigne dérange, il est possible d'ajouter des huiles parfumées au produit.

Les châtaignes ne servent pas seulement à fabriquer de petites figurines à l'aide des cure-dents. On peut aussi en faire un produit lessive. Alors, en route pour ramasser les châtaignes dans la forêt cet automne!

Matériel nécessaire: 3 à 4 kilos de châtaignes
Un mixeur
Des récipients avec couvercle (pots de confiture ou de sauce, bocaux de stockage, etc.)

Nous observons tous les jours les conséquences du système économique et social actuel: des ressources en diminution, une nature qui s'effondre, des tensions sociales aggravées... Le changement s'impose de toute urgence!

Auteur: Christian Schmidt



Corinne Grässle, coprésidente de Swiss Donut Economics Network

Vous parlez volontiers de *nowtopia*. Quelle est la signification de ce terme? Contrairement à l'*utopia*, la *nowtopia* ne désigne pas un idéal irréalisable et lointain, mais des lieux où les solutions d'avenir sont déjà une réalité, comme les fermes régénératives ou les bâtiments à cycle fermé. Tout n'est pas mauvais dans le présent, tout ne doit pas être différent demain. La transformation vers une société durable a déjà commencé.

Notre système reste patriarcal.

Noemi Grütter

Tout à fait d'accord!



Noemi Grütter, militante féministe pour le climat et experte en droits humains

La population suisse est la plus engagée politiquement au monde. Pourquoi n'avancons-nous pas en matière de changement? Nous avons une perception trop positive de notre démocratie. En réalité, beaucoup de personnes n'y ont pas accès, leurs préoccupations ne sont pas représentées. Notre système reste patriarcal, colonialiste et raciste. Il ne permet pas de réaliser de grands changements rapidement.

Énigme autour du magazine Greenpeace

1 Combien d'initiatives pour le climat urbain l'association actif-trafic a-t-elle lancées?

D: 11
H: 13
P: 15

2 Qu'est-ce que les Aînés pour le climat ont obtenu?

E: un jugement historique
O: un rappel indulgent
R: un blâme sans importance

3 Que demande Greenpeace à Migros et Coop?

C: un choix plus réduit dans les rayons
G: un assortiment de produits porteur d'avenir
F: la réduction des sucreries près des caisses

4 Qu'est-ce qu'un gestionnaire d'actifs?

R: un gestionnaire de fortune
T: un gestionnaire de la durabilité
S: un administrateur successoral

5 Avec quoi peut-on facilement fabriquer un produit de lessive?

E: des figues
D: des noix de cajou
O: des châtaignes

6 Quelle est la société propriétaire d'une aciérie polluante aux Pays-Bas?

W: Tata Steel
U: Bobo Chrome
S: Nene Gold

7 Combien de citoyennes et citoyens belges ont porté plainte contre leur gouvernement?

J: 23000
T: 58000
N: 86000

8 Quel est le repas préféré de l'oreillard gris?

G: les mites alimentaires
P: les papillons
H: les papillons de nuit

Solution:



Nous tirons au sort dix exemplaires de notre sac en tissu floqué *Give Peace a Chance*. Un article 100% coton bio de qualité supérieure, durable du tissu jusqu'aux coutures. Fabriqué dans le respect des critères les plus stricts de Greenpeace.

Envoyez la solution avec votre adresse d'ici au 30 octobre 2024 à redaction@greenpeace.ch ou par la poste à: Greenpeace Suisse, rédaction magazine, énigme écologique, case postale, 8036 Zurich. La voie judiciaire est exclue. Aucun échange de courrier n'aura lieu concernant le tirage au sort.

La solution de l'énigme du magazine 02/24 était: ruisseau

Le mot de la fin Exerçons-nous à vivre l'avenir!

Crises du climat et de la biodiversité, inondations, glissements de terrain, guerres... Les médias sont remplis de nouvelles alarmantes sur des situations de crise et de disruption. Beaucoup de personnes sont fatiguées et gagnées par un sentiment d'impuissance. Elles se replient sur leurs soucis quotidiens et pensent qu'il n'y a plus de place dans leur vie pour d'autres préoccupations ou engagements. Comment pouvons-nous les convaincre du contraire et construire ensemble le changement? S'exercer à l'avenir, nous dit Julian Bleh, spécialiste en psychologie sociale. Nous manquons actuellement de visions concrètes pour une société qui serait socialement et écologiquement juste. Or sans cette force d'imagination, il nous est difficile de nous engager.

Julian Bleh a constaté que grâce aux exercices de visualisation qu'il organise, les personnes sont davantage en mesure d'imaginer les changements sociaux et les considèrent comme plus réalistes. Cela leur permet de se détacher du statu quo et de se motiver pour aller de l'avant. Ce sont bien les visions qui manquent, en particulier chez les responsables des grands groupes. Nous l'avons constaté lors d'un entretien avec l'un des détaillants les plus durables du marché suisse. «Pouvez-vous nous faire visiter le supermarché du futur?» avons-nous demandé. Après une première réaction de silence gêné, la réponse a fusé: «Un assortiment durable». Waouh! Comme vous le voyez, pour construire notre avenir, chacune et chacun doit y mettre du sien, et Greenpeace n'est pas en reste.

Alors, exerçons-nous ensemble à vivre l'avenir en développant une multitude de petites visions. Nous n'avons pas besoin d'une seule et grande utopie intimidante. Il nous faut au contraire des éléments concrets qui nous donnent de l'enthousiasme. Quel est votre premier pas sur cette voie? N'hésitez pas à nous écrire en utilisant la carte-réponse insérée à la page 26 du magazine!



Iris Menn
Directrice de
Greenpeace Suisse

Photo: ©Anna Morgenstern

Spotlight

Oreillard gris (Plecotus austriacus)

Caractéristiques

L'oreillard gris fait partie des chauves-souris de taille moyenne. Il pèse entre 5 et 13 g et son envergure peut atteindre 30 cm. Sa caractéristique la plus frappante est ses oreilles gris-brun, qui peuvent atteindre 4 cm de long et que l'animal enroule pendant son sommeil. La fourrure du reste du corps est grise et en partie blanche sur le ventre.

Cette espèce a la capacité de voler très lentement et avec agilité, et même de pratiquer le vol stationnaire. L'oreillard gris est actif la nuit et se sert de l'obscurité pour chasser. Son repas préféré est le papillon de nuit, qu'il consomme suspendu la tête à l'envers, en laissant tomber sur le sol les parties non digestibles comme les ailes.

Habitat

L'oreillard gris vit principalement dans les combles des bâtiments, où les femelles élèvent leur progéniture en colonies qui peuvent atteindre vingt individus en été. En hiver, on peut trouver l'oreillard gris dans les caves. Il chasse ses proies au-dessus des espaces ouverts, riches en espèces et utilisés de manière extensive, comme les prairies fleuries ou les cimes des arbres.

Menaces

Cette espèce de chauve-souris est classée «au bord de l'extinction» en Suisse. Son habitat sur ou dans les bâtiments a été fortement perturbé ces dernières années par les rénovations et l'utilisation de produits toxiques pour la protection du bois. De plus, l'intensification de l'agriculture et l'utilisation de pesticides déciment les insectes qui constituent sa nourriture. Si cette évolution n'est pas stoppée, l'oreillard gris risque de disparaître de Suisse au cours des prochaines décennies.

Pour éviter cela, la Fondation pour la protection des chauves-souris a développé un programme national de protection et de surveillance des oreillards. Au total, 155 quartiers abritant des oreillards sont surveillés afin de garantir la protection et la conservation de l'animal.

Sources: bfm.de/artenportraits/plecotus-austriacus#anchor-field-habitat; fledermausschutz.ch/graues-langohr; fledermausschutz.ch/langohren

Illustration: Janine Wiget est graphiste et dessinatrice en bâtiment de formation. La Zurichoise travaille en tant qu'illustratrice indépendante dans les domaines les plus divers.

Compte/Payable à
CH07 0900 0000 8000 6222 8
Greenpeace Suisse
Badenerstrasse 171
8036 Zurich

Informations supplémentaires
4000000023614

Payable par (nom/adresse)

Section paiement



Monnaie Montant
CHF

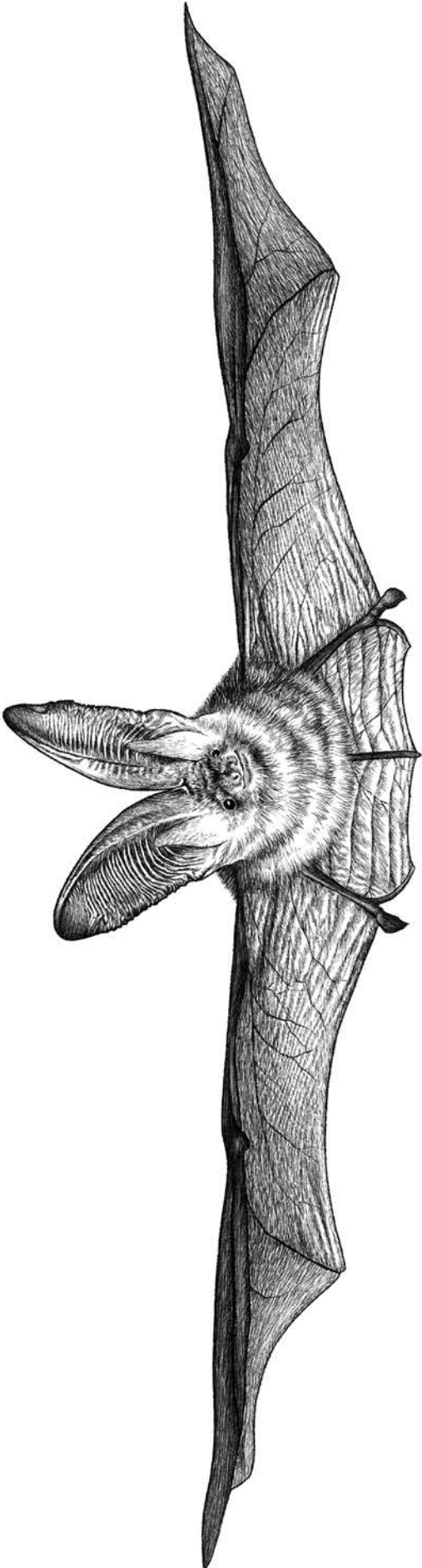
Récépissé

Compte/Payable à
CH07 0900 0000 8000 6222 8
Greenpeace Suisse
Badenerstrasse 171
8036 Zurich

Payable par (nom/adresse)

Monnaie Montant
CHF

Point de dépôt



AZB

CH-8036 Zürich

PP/Journal

Post CH AG

Le défi du changement et de la transformation
du système me semble être de monter et
de changer ce qui est faisable, évident, réalisable.
Sans perdre de vue qu'il nous faudra des
ruptures profondes et radicales pour faire face
aux menaces qui guettent l'humanité et pour
sauver les acquis de notre civilisation. Les exemples
requis dans ce magazine peuvent certainement
contribuer à impulser un changement fondamental.

Irmí Seidl est économiste et professeure titulaire à l'Université de Zurich. Elle dirige l'unité de sciences économiques et sociales à l'Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage (WSL). Elle enseigne régulièrement à l'Université de Zurich et à l'EPFZ. Critique vis-à-vis du concept de croissance, elle travaille sur la protection de la nature et de la biodiversité, l'utilisation des terres, les énergies renouvelables et la croissance économique.